



Tous en grève et manifestation Mardi 27 septembre 2011

Depuis 4 ans, le Ministère de l'Education nationale a supprimé plus de 52 000 postes.

Le dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux met l'Ecole publique à genoux, ne lui permettant plus d'assurer ses missions de Service public. Ce dogme ne permet plus aux personnels d'exercer leur métier avec sérénité. Dans sa dernière publication « Regards sur l'Education 2011 », l'OCDE épingle l'ensemble de la politique éducative de la France en pointant de « sérieux signes de ralentissement ».

Les personnels de l'Education, les parents et les jeunes se sont mobilisés régulièrement au cours de cette année pour dénoncer les 16 000 nouvelles suppressions de postes effectives à la prochaine rentrée scolaire dans les lycées, collèges et écoles publiques alors même que plus de 60 000 élèves supplémentaires sont attendus. Ces suppressions associées au manque d'ambition éducative dégradent encore plus les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels.

La préparation du prochain budget prévoit de nouvelles suppressions d'emplois et n'affiche d'autre objectif pour le système éducatif que la recherche d'économies. L'explosion des emplois précaires, des contrats aidés, leur recours systématique pour assurer les missions de l'école fragilisent l'ensemble du système. L'absence de toute considération pour l'ensemble des personnels, l'absence de respect du droit du travail par l'employeur Education nationale sont insupportables pour tous.

Si le gouvernement cherche à tromper l'opinion en affirmant sans cesse que l'on peut faire « plus avec moins », la France reste un des pays qui investit le moins dans son éducation et donc dans l'avenir.

Aux questions fondamentales de la suppression des postes et de la précarisation des emplois s'ajoute une politique éducative caractérisée par une avalanche de mesures inadaptées (livret de compétences informatisé, ...), incohérentes (formation initiale détruite) et précipitées qui maintient un système éducatif inégalitaire ne permettant pas de lutter contre l'échec scolaire.

La nécessité d'une toute autre politique éducative passe aussi par un budget plus volontaire et plus favorable à l'Ecole publique. Pour cela, les organisations CGT Educ'Action 56, FSU, SGEN-CFDT, UNSA Education et SUD EDUCATION 56 appellent les personnels de l'Education nationale et de l'enseignement agricole public à se mettre en grève le 27 septembre prochain.

Afin que l'École remplisse les objectifs d'une École démocratique, ambitieuse et émancipatrice, elles exigent :

- l'arrêt des suppressions d'emplois ;
- la résorption de l'emploi précaire ;
- une autre logique pour le prochain budget ;
- une transformation démocratique du système éducatif afin d'assurer la réussite de tous les élèves.

Mardi 27 septembre, l'intersyndicale du Morbihan appelle donc les personnels à

- **9 h : Rassemblements devant les permanences des députés pour audience.**
- **11 h : Rassemblement devant l'Inspection Académique à Vannes et manifestation départementale.**